

BREXIT ET ÉNERGIE : CE QUE PENSE LE SECTEUR

Comment les entreprises sur le continent envisagent l'impact du Brexit
sur le secteur de l'énergie

Jusqu'à ce que le Brexit nous sépare



A propos de l'étude

En juillet 2017 Shakespeare Martineau et Becker Büttner Held ont recueilli les opinions et les expériences de 70 leaders du secteur de l'énergie au Royaume-Uni et dans d'autres pays membres de l'UE afin de comprendre leur point de vue sur l'impact du Brexit pour le secteur.

Ce rapport a été établi sur la base des réponses, recueillies auprès de ces experts, à une série de questions clés pour le secteur de l'énergie notamment concernant l'infrastructure, l'investissement et la sécurité de l'approvisionnement.

© Shakespeare Martineau & Becker Büttner Held 2017
Tous droits réservés

La sortie de l'UE du Royaume-Uni est LA question déterminante de notre époque pour les entreprises britanniques. Mais son impact ne s'arrête pas là. Tous les secteurs d'activités au Royaume-Uni et en Europe pourraient être concernés. Alors, à quoi ressemble l'avenir du secteur de l'énergie?

En Mars 2017 le Royaume-Uni invoquait l'article 50, marquant officiellement le début du processus formel du Brexit. Plusieurs cycles de négociations ont déjà eu lieu depuis.

Les deux parties ont présenté des prises de position qui reflètent des visions de plus en plus divergentes de leurs attentes quant au processus de négociations. Les complexités s'amplifient et les objectifs évoluent.

Alors que l'on ne peut pas nier que le secteur de l'énergie du Royaume-Uni est profondément intégré avec celui du reste de l'Europe, le résultat de ces négociations pourrait avoir un impact de grande ampleur sur le secteur de l'énergie dans toute l'Europe.

Dans ce contexte d'une grande complexité, les cabinets d'avocats Shakespeare Martineau et Becker Büttner Held ont mené à point nommé une enquête d'opinion auprès des leaders du secteur de l'énergie du Royaume-Uni et d'ailleurs en Europe pour sonder leurs perceptions de l'impact du Brexit sur le secteur.

Automne 2017



Dörte Fouquet
Becker Büttner Held



Andrew Whitehead
Shakespeare Martineau

L'impact du Brexit : la sécurité de l'approvisionnement est-elle menacée?

Du fait de l'interdépendance des marchés de l'énergie du Royaume-Uni et de l'UE, les organisations du secteur de l'énergie sont conscientes qu'un Brexit « sévère » pourrait augmenter les problèmes relatifs à la sécurité d'approvisionnement.

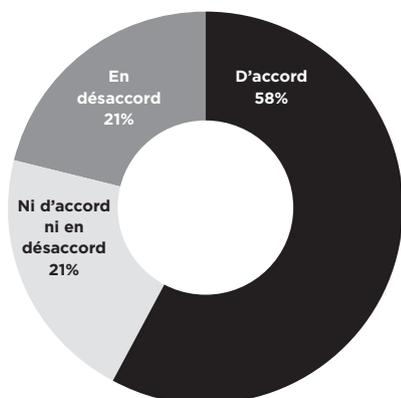
Cela semble être en particulier le cas au Royaume-Uni. Selon l'étude, plus de la moitié des organisations du secteur de l'énergie (58%) pensent qu'il pourrait y avoir un plus grand risque lié à la sécurité de l'approvisionnement au Royaume-Uni après le Brexit. Avec 16 GW de nouvelle capacité d'interconnexion pour les exportations d'électricité prévue ou en construction, l'une des premières préoccupations est la capacité à attirer des investissements, ce qui met en péril la volonté du Royaume-Uni d'augmenter considérablement la capacité de ses liens physiques avec les pays voisins.

Alors que selon la plupart des personnes interrogées, d'autres régions de l'UE ne seraient probablement pas affectées de la même manière, une personne sur quatre juge que les risques liés à la sécurité d'approvisionnement augmenteraient également pour ces régions.

Selon des données provenant du Ministère britannique pour les entreprises, la stratégie énergétique et industrielle (Department for Business, Energy and Industrial Strategy-BEIS), 5,8% de l'approvisionnement en gaz et en électricité du Royaume-Uni en 2016 a été livré via des interconnecteurs. Une analyse produite par National Grid en 2015 a montré que l'augmentation de la capacité des interconnecteurs pourrait exercer une pression à la baisse sur le prix de gros de l'électricité, contribuant à compenser les manques de capacité tout en garantissant l'accès à des approvisionnements en énergie peu coûteux.

Selon ce à quoi ressemblera l'avenir post-Brexit, il pourrait devenir bien plus difficile d'avoir accès à l'énergie provenant d'Europe continentale.

Le Brexit aura un impact négatif sur la sécurité d'approvisionnement énergétique du Royaume-Uni



SHAKESPEAREMARTINEAU

« Comme l'ont remarqué la plupart des personnes interrogées, il est probable que les interconnexions électriques existantes demeurent inchangées. On s'inquiète davantage de l'avenir de nouveaux projets d'interconnecteurs post-Brexit. En dehors du marché intérieur de l'énergie, ceux-ci pourraient perdre des subventions de l'UE et dépendre des appels d'offres publics pour vendre leur capacité. Si un certain nombre de ces projets ne se concrétise pas, il y aura un impact négatif sur la sécurité de l'approvisionnement du Royaume-Uni, ce qui ressort également des résultats de notre étude. »



BECKER BÜTTNER HELD

« Le cadre européen actuel de l'électricité et du gaz prévoit plusieurs instruments afin de répondre aux problèmes de sécurité d'approvisionnement et aux situations d'urgence. L'UE a très récemment mis en place un principe de solidarité qui garantit l'entraide des Etats membres dans une telle situation. Ces règles devront être prises en compte par les négociateurs afin de s'assurer que la sécurité d'approvisionnement du Royaume-Uni ne soit pas menacée. Il reste à espérer que les fondements techniques d'un système qui fonctionne bien à l'heure actuelle ne soient pas remis en question ».

L'impact du Brexit : l'investissement pour les projets à faible émission en CO2 sera-t-il remis en cause?

La baisse du cours de la livre sterling depuis le référendum sur la sortie de l'UE a renforcé l'attractivité du Royaume-Uni comme lieu d'investissements. Toutefois, la plupart des organisations du secteur de l'énergie pensent que cette tendance pourrait changer après le Brexit.

Pour environ trois quarts (72%) des organisations du secteur de l'énergie, les investissements dans les projets liés aux énergies renouvelables au Royaume-Uni pourraient diminuer après le Brexit. Pour seulement 9%, ces investissements devraient augmenter.

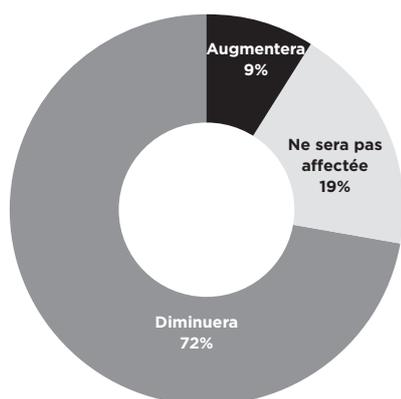
Un pourcentage similaire (76%) pense que les investissements dans des initiatives de recherche et développement de technologies propres souffriraient également après le Brexit.

A l'inverse, malgré une opinion divisée, la perspective de l'industrie du gaz de schiste au Royaume-Uni post-Brexit est plus optimiste. Pour environ un quart des organisations du secteur de l'énergie (27%), cette industrie naissante pourrait attirer davantage d'investissements, alors qu'un

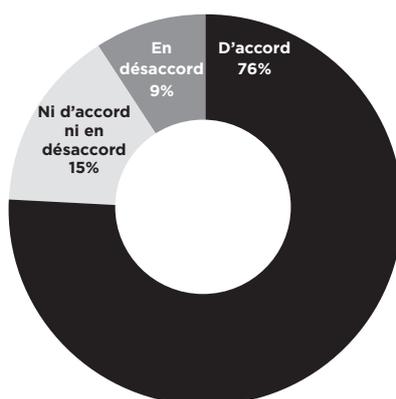
tiers (35%) pense que le niveau d'investissement demeurera inchangé. Alors que les procédures d'extraction (fracking) du gaz de schiste restent controversées, ses partisans mettent en avant le rôle vital que celui-ci pourrait jouer, garantissant la sécurité d'approvisionnement en tant que carburant de transition pour soutenir le projet de décarbonisation du Royaume-Uni.

Si l'on s'attend à ce que l'intérêt des investisseurs pour le Royaume-Uni fléchisse, va-t-il se reporter sur d'autres régions de l'UE ? L'étude suggère que cela est peu probable – pour 42% des organisations, l'intérêt des investisseurs pour le reste de l'UE va également décroître après le Brexit.

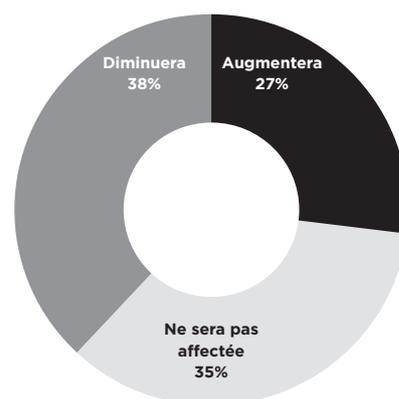
Comment l'attractivité du Royaume-Uni en tant que destination internationale d'investissements dans les renouvelables et autres technologies à faible CO2 sera-t-elle affectée ?



Le Brexit aura un impact négatif sur la recherche dans les technologies propres et le développement des capacités



Comment l'attractivité du Royaume-Uni en tant que destination internationale d'investissements pour le développement du gaz de schiste onshore (fracking) sera-t-elle affectée ?



« Le taux de change de la livre sterling après le référendum a rendu le Royaume-Uni plus attractif pour les investisseurs, mais il faut nuancer ce constat par le risque politique élevé qui continuera encore de prévaloir tant qu'une politique énergétique post-Brexit n'a pas encore été clairement définie. »

« Le gouvernement a déjà annoncé des projets de fermeture de toutes les centrales électriques alimentées au charbon d'ici 2025. Une sortie probable du système ETS de l'UE aura donc probablement un impact minime sur le charbon. Par contre rien n'est encore joué en ce qui concerne les perspectives de l'industrie du gaz de schiste au Royaume-Uni. Même si l'UE n'est pas particulièrement enthousiaste à ce sujet, nous pourrions nous attendre à voir davantage de soutien de la part du gouvernement britannique pour le développement du gaz de schiste afin de renforcer l'autonomie énergétique ».



BECKER BÜTTNER HELD

« Comme pour tous les investissements, l'investissement dans les projets à faible CO2 nécessite sécurité et stabilité sur le plan juridique. Etant donné les longues périodes d'amortissement et l'absence de marchés alternatifs générateurs de revenus, le problème se fait particulièrement sentir dans le secteur des énergies renouvelables ».

« Jusqu'à présent le Brexit n'a apporté avec lui ni stabilité ni sécurité, et cela n'évoluera certainement pas dans un avenir proche. Les investisseurs potentiels de l'UE ont donc besoin de garanties et d'incitations pour se prémunir de ces incertitudes persistantes. Les arguments présentés par le gouvernement britannique lors des négociations RED n'ont toutefois donné que peu d'espoir en terme de développement de l'énergie renouvelable, du moins lorsqu'il s'agit d'investissement non britannique.»

« La perspective d'une sortie d'EURATOM est source de sérieuses préoccupations et il y a des conséquences de grande ampleur, pas seulement pour le secteur nucléaire britannique mais aussi pour le secteur médical. Les tâches menées par la Commission européenne au Royaume-Uni telles que les inspections et le suivi vont vraisemblablement être transférées au régulateur britannique, alors que le financement provenant d'EURATOM ne sera plus disponible. Il s'agit d'un problème de sécurité. »

L'impact du Brexit : Qui en sera le plus affecté ?

Avec le compte à rebours du Brexit et jusqu'à présent, le manque de visibilité sur la manière dont le Royaume-Uni continuera à faire partie du marché intérieur de l'énergie, les organisations du secteur de l'énergie travaillant au Royaume-Uni et dans les pays voisins tentent de deviner comment cette situation pourrait les affecter sur leurs marchés intérieurs.

L'étude montre que les organisations du secteur de l'énergie basées au Royaume-Uni sont plus pessimistes que leurs homologues non britanniques : 74% pensent que le Brexit aura un impact négatif sur leurs organisations comparé à seulement 19% des sondés non britanniques. Seulement 7% des organisations britanniques pensent que le Brexit aura un impact positif.

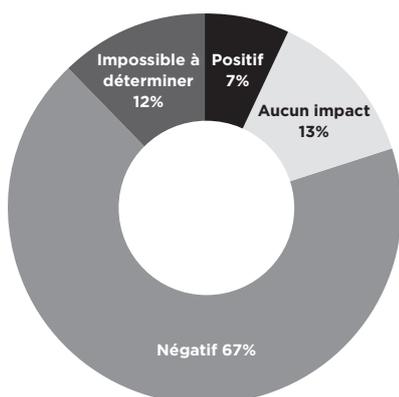
Ces résultats suggèrent que les organisations du secteur de l'énergie basées au Royaume-Uni considèrent qu'elles ont plus à perdre que leurs homologues du continent. Malgré le fait que le Brexit pourrait les libérer des contrôles réglementaires de l'UE et réduire les procédures administratives, les organisations basées au Royaume-Uni craignent que le Brexit menace les financements de l'UE et du secteur privé pour des projets actuels ou à venir dans l'énergie.

Sans ces financements, les projets actuels en cours de réalisation pourraient être retardés, voire même abandonnés, et il deviendrait encore plus difficile pour le Royaume-Uni de respecter ses engagements nationaux (Loi sur le changement climatique, Climate Change Act 2008) et internationaux (Accord de Paris).

En revanche, deux cinquièmes (41%) des organisations du secteur de l'énergie basées hors du Royaume-Uni considèrent peu probable que le Brexit les affecte de manière significative.

Lorsque l'on évalue l'impact du Brexit sur le marché de l'énergie de l'UE dans son ensemble, les opinions des organisations du secteur de l'énergie britanniques et non britanniques tendent à davantage se rapprocher : une majorité (67%) considère que le Brexit aura un impact négatif.

Selon vous, quel impact aura le Brexit sur le secteur de l'énergie de l'UE dans son ensemble ?



SHAKESPEAREMARTINEAU

« Ne plus être soumis à la directive relative aux énergies renouvelables et aux règles de l'UE concernant les aides d'Etat permettrait certainement au Royaume-Uni un plus large choix concernant la décarbonisation. Le Royaume-Uni pourrait allouer des ressources pour le nucléaire, le captage de carbone et l'efficacité énergétique, et pourrait envisager de se débarrasser des objectifs relatifs aux énergies renouvelables après le Brexit en faisant un « feu de joie » de la paperasse bureaucratique. Toutefois, le Royaume-Uni est toujours tenu par ses engagements de Paris, sans parler des objectifs contraignants de sa propre loi nationale sur le changement climatique. L'impact le plus significatif du Brexit sera donc peut-être la perte éventuelle de financements de l'UE dans des domaines à forte intensité de capital comme l'éolien offshore et les interconnecteurs. »



BECKER BÜTTNER HELD

« Ceci est un signal clair pour les responsables politiques et les négociateurs de l'UE et du Royaume-Uni : les dirigeants du secteur de l'énergie au Royaume-Uni anticipent des impacts négatifs sur leurs activités. Le marché unique offre des opportunités non seulement pour la vente de gaz et d'électricité mais aussi, et ce qui est peut-être plus important, pour des technologies d'avenir telles que le stockage, le « gaz vert » et les technologies de couplage sectoriel. Toutes les entreprises liées au Royaume-Uni vont déjà réfléchir à l'impact du Brexit et espèrent convaincre les négociateurs afin de parvenir à des solutions mutuellement bénéfiques ».

L'impact du Brexit : comment évaluez-vous globalement la confiance en l'avenir?

Dans les circonstances actuelles, les organisations du secteur de l'énergie en Europe se montrent prudentes face à ce que l'avenir leur réserve.

Plutôt que de prévoir que le Brexit aura un impact très favorable ou très défavorable, la plupart des organisations interrogées sur l'avenir ont préféré adopter une position modérée. Elles étaient plus assurées de l'issue positive lorsqu'on leur a demandé si les interconnexions existantes continueront de fonctionner comme aujourd'hui après le Brexit, en évaluant cette probabilité à 7,3 sur 10.

En revanche, les réactions sont moins positives concernant la probabilité de voir la Grande-Bretagne signer un accord commercial global avec l'UE dans les deux prochaines années : la probabilité est évaluée à seulement 3,9 sur 10.

Ces résultats suggèrent que les organisations du secteur de l'énergie espèrent que tout ira pour le mieux. La forte interdépendance du marché de l'énergie pan-européen, facilitée par les liens physiques des interconnecteurs, signifie qu'il y a de part et d'autre une volonté affirmée de préserver le statu quo. L'accès ininterrompu

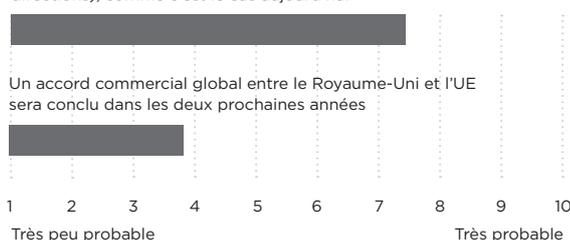
aux approvisionnements énergétiques de l'UE est essentiel pour la Grande-Bretagne afin de répondre aux demandes futures des consommateurs et de garantir la sécurité d'approvisionnement, étant donné en particulier le rythme de fermeture des centrales au charbon et les retards actuels de développement des nouveaux projets nucléaires. Pour les voisins du Royaume-Uni, il y a des avantages évidents à être capable d'inverser le flux des interconnecteurs et de garantir l'accès aux importations d'électricité en provenance du Royaume-Uni en période de surcharge du réseau, comme nous l'avons vu en France récemment. De plus, l'Irlande est pour son gaz presque complètement dépendante du flux des interconnecteurs en provenance du Royaume-Uni.

Par ailleurs, aussi longtemps que le Royaume-Uni maintient un engagement clair au niveau national pour le nucléaire et les énergies renouvelables, le pays demeurera une destination attractive pour les investissements étrangers. Cela risque toutefois de dépendre de la signature d'un accord commercial transfrontalier satisfaisant.

Les résultats indiquent que la plus grande préoccupation des organisations du secteur de l'énergie est le calendrier du changement: il y a tant à faire en si peu de temps.

Selon vous, quelle est la probabilité des hypothèses ci-dessous ?

Après le Brexit, les interconnecteurs existants entre le Royaume-Uni et le reste de l'UE continueront de fonctionner (dans les deux directions), comme c'est le cas aujourd'hui





« Lorsque l'on examine la manière de préserver le statu quo dans le secteur de l'énergie, l'une des plus grandes préoccupations concernant le Brexit est le secteur du nucléaire au Royaume-Uni et en particulier, la recherche britannique sur la fusion nucléaire. La protection de celle-ci va nécessiter des efforts considérables pour surmonter la sortie du Royaume-Uni du Traité EURATOM. »



BECKER BÜTTNER HELD

« Nous sommes une nouvelle fois entre les mains des négociateurs. Heureusement, il semblerait que le secteur de l'énergie ne soit pas sur la liste des sujets politiquement sensibles, et ait été préservé jusqu'à présent des tractations politiques. Il semble largement reconnu que des solutions techniques dans le secteur de l'énergie sont fondamentales et que le respect de ces règles bénéficie à tous les acteurs. Il subsiste donc l'espoir que tout résultat contredisant les réalités techniques du terrain soit rejeté. »

Résumé

Il faut environ six mois pour traduire et ratifier des grands traités. Cela ne laisse donc que 10 mois pour négocier et s'accorder sur tous les détails.

Le temps ne joue pas en notre faveur.

Avec la sortie de l'UE du Royaume-Uni prévue à minuit le 29 mars 2019, beaucoup de dispositions législatives politiquement difficiles doivent être approuvées par le Parlement dans un laps de temps réduit.

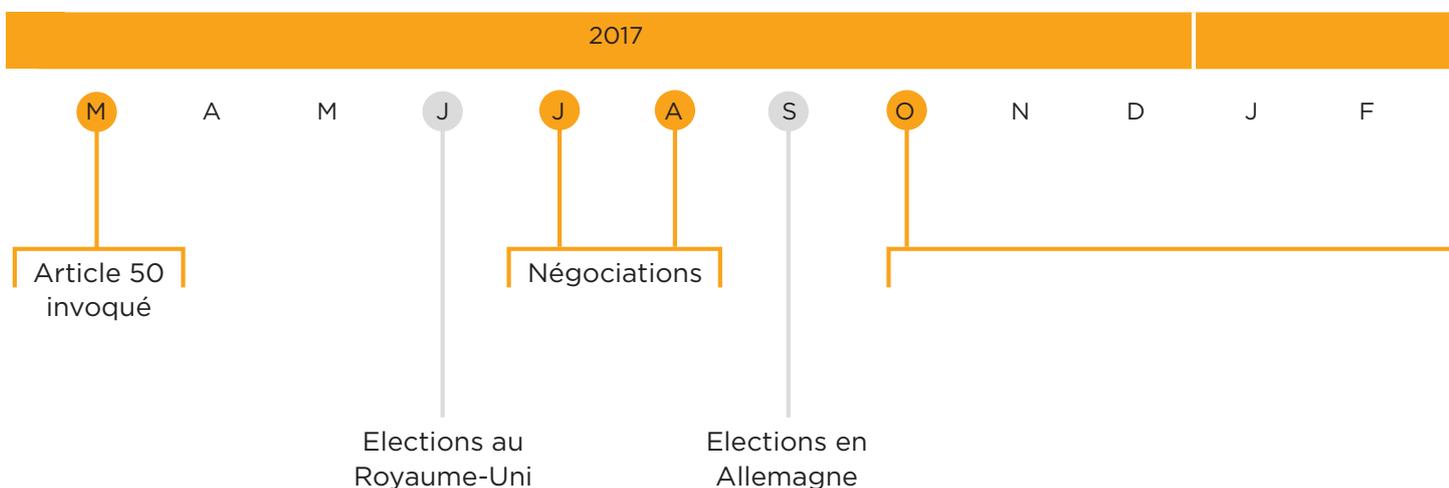
Dans ce contexte et étant donné que les négociations sur le Brexit ne progressent que lentement, il est vital d'aboutir au plus vite à un accord sur le mode de fonctionnement de l'approvisionnement énergétique dans le futur.

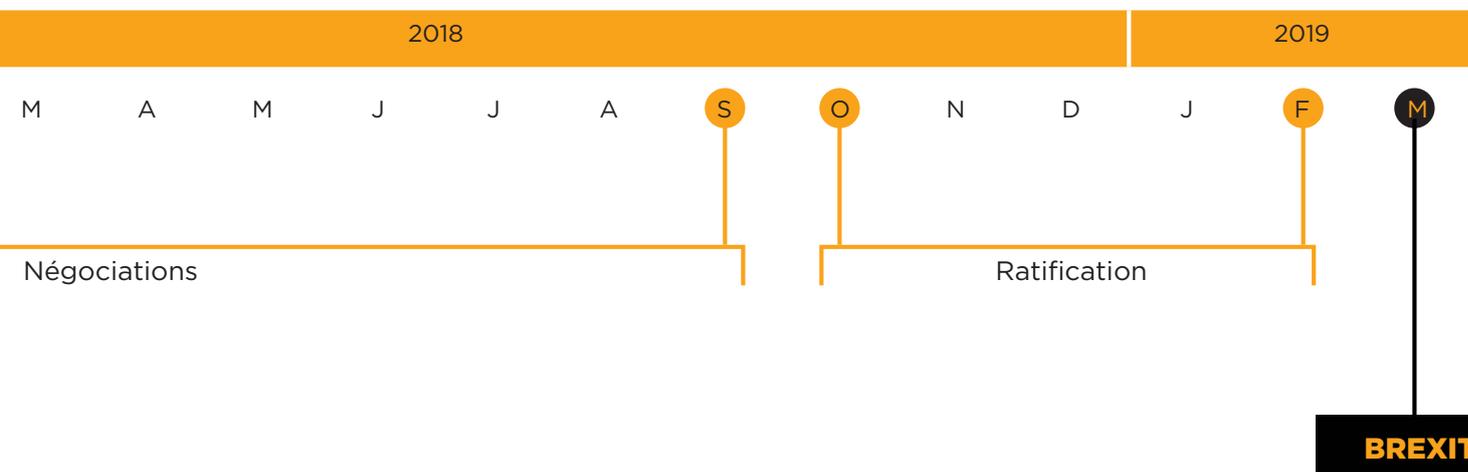
La politique énergétique intérieure du Royaume-Uni est étroitement alignée sur celle de l'UE et a été un vecteur de libéralisation des marchés européens de l'énergie et de l'établissement du marché intérieur de l'énergie. Les dispositions législatives sur l'énergie du Royaume-Uni et de l'UE sont étroitement liées, ce qui signifie que le résultat des négociations pourrait avoir un effet perturbateur à la fois sur les entreprises et les usagers du secteur.

Une solution « technocratique » offrant un haut niveau de bénéfices mutuels, en particulier pour la sécurité de l'approvisionnement, est nécessaire.

L'étude reflète le sentiment du secteur de l'énergie britannique dans son ensemble et a bien montré que les résultats espérés après le Brexit sont de maintenir des accords commerciaux harmonisés et de rester dans le marché intérieur de l'énergie. Mais comme l'a averti l'UE, on ne permettra pas au Royaume-Uni de « faire la fine bouche » et de choisir les politiques qui l'arrangent.

Il n'est pas encore clair à ce stade si le Royaume-Uni pourra continuer à participer au marché intérieur de l'énergie dans les mêmes conditions. Il demeure encore toutefois l'espoir qu'en se concentrant sur les questions liées à la sécurité de l'approvisionnement, à l'infrastructure et à l'investissement, on s'assurera de trouver une solution mutuellement bénéfique.





Collaboration entre Shakespeare Martineau et Becker Büttner Held

Le travail dans le secteur de l'énergie est extraordinairement complexe, fascinant et en perpétuelle mutation.

Shakespeare Martineau and Becker Büttner Held sont fiers d'avoir travaillé en étroite collaboration depuis plus de 10 ans sur les sujets essentiels qui touchent leurs clients dans l'ensemble du secteur européen de l'énergie.

Depuis le résultat du référendum de juin 2016, le cabinet d'avocats Shakespeare Martineau basé au Royaume-Uni et le bureau bruxellois du cabinet d'avocats allemand Becker Büttner Held se sont adressés aux organisations du secteur pour savoir ce que le Brexit signifiait pour eux.

Comme la plupart des débats ont jusqu'à présent porté sur le comportement et les attentes du Royaume-Uni, nous avons mené cette étude pour comprendre l'impact du Brexit sur l'ensemble du secteur de l'énergie de l'UE.

Notre but a ainsi été de tenter de clarifier quelles étaient les similarités et les différences d'opinion des dirigeants des organisations du secteur de l'énergie de toute l'Europe.



Andrew Whitehead
Partenaire, Energie et Projets
T: +44 (0) 121 214 0528
E: andrew.whitehead@shma.co.uk

 SHAKESPEAREMARTINEAU



Dörte Fouquet
**Partenaire, Droit européen
et international**
T: +32 (0)2 204 4400
E: doerte.fouquet@bbh-online.be


BECKER BÜTTNER HELD

 SHAKESPEAREMARTINEAU



BECKER BÜTTNER HELD